

exerce quelque contrôle sur cette industrie qui n'est soumise à aucune réglementation correspondant à celle qui s'applique à l'animal vivant? Tous ces agents qui couvrent le pays et reçoivent en frais de déplacement plus de \$800,000 par année n'arrivent qu'à dégoûter le cultivateur de son état, au lieu de l'encourager. Laissez donc le travailleur de la terre à son métier. Supprimez vos règlements et entourez-le de la même protection qu'on lui accorde aux Etats-Unis, et vous verrez les résultats. Vous voyez bien que vous n'avez aucun succès. Cessez donc de le tourmenter. Faut-il s'étonner que les fils de cultivateur désertent les campagnes soumises à de telles conditions? Ils s'aperçoivent que l'agriculture est la seule industrie à subir un traitement aussi humiliant.

Le département crée sans cesse de nouvelles réglementations. Son dernier exploit est le classement des œufs. Un grand nombre sont indignés et disent: Il y a toujours une chose que le Gouvernement ne peut pas nous forcer de faire, c'est de garder des poules pour vendre leurs œufs. Le Gouvernement peut persécuter les gens tant qu'il voudra mais il ne pourra point obliger les cultivateurs à garder des volailles. Il ne pourra non plus les contraindre à rester sur leurs terres en pareilles circonstances; aussi les fuit-on. Le ministre s'est même avisé de recommander une pâture spéciale pour les poules, qui devraient accomplir des merveilles.

J'ai dit un mot de la laine. Le pays produit aussi des peaux pour le cuir. Nous avons exporté 19,842,000 livres de peaux d'agneaux et de moutons, et nous avons importé 12,304,000 livres. Nous avons importé également 138,818,000 livres de peaux de vaches et nous en avons exporté 183,974,000 livres. Pourquoi tous ces transports qui coûtent de l'argent? Pourquoi acheter à l'étranger des peaux d'animaux quand nous en produisons nous-mêmes? Pourquoi forcer les cultivateurs à aller vendre à l'étranger 183,974,000 livres de peaux de bœufs? Oui, pourquoi? J'ai entendu un témoin déclarer devant un comité parlementaire qu'on pourrait obtenir des tarifs plus faciles pour l'importation des peaux provenant d'outre-mer. Pourquoi ne frappe-t-on pas les peaux d'un droit d'entrée; pour la protection du cultivateur, comme on le fait en faveur des autres industries? Pourquoi ne met-on pas un droit sur ce produit, afin de réserver le marché national aux peaux du pays, au lieu de payer le transport de nos peaux vendues à l'étranger et celui des peaux que nous faisons venir de l'extérieur? Il ne faut qu'un peu de bon sens pour régler la question en deux minutes.

Nous avons donc importé 19,128,959 livres de peaux de moutons et nous en avons exporté 25,769,000 livres. N'est-il pas extraordinaire qu'avec un surplus de 25 millions de livres de peaux de moutons, nous avons dû en importer encore 19 millions de livres. Malgré cela, le Gouvernement a fait un traité avec l'Australie qui abaisse le droit sur cet article à 1c. la livre. Voilà le cas que fait le Gouvernement des intérêts du cultivateur canadien.

Pourquoi le Gouvernement n'abolit-il pas le département de l'Immigration et ne laisse pas les provinces s'occuper elles-mêmes de ce service? C'est ce qui se fait dans l'Ontario depuis plusieurs années. Le gouvernement de cette province ne compte pas sur l'administration fédérale pour assurer l'immigration. Il sait que la province a été négligée sous ce rapport et il a organisé un service d'immigration sous ses ordres. Pour quelle raison ne pas faire disparaître cette dualité de services? Il y a deux ans à peine, le Gouvernement annonça à son de trompe qu'il avait élaboré un superbe plan pour amener les immigrants au pays sur une vaste échelle. Le ministre de l'Immigration disait à cette époque qu'il espérait attirer les immigrants au Canada par centaines de milliers. Et à titre d'essai, nous avons voté une subvention de \$200,000 à l'organisation connue ici sous le nom de la *Canada Colonization Company*. Je suis surpris que le ministre se soit abstenu de faire allusion à cette affaire ce soir et de dire à la Chambre quel est le nombre de colons qui ont été amenés au Canada par l'entremise de cette compagnie,—j'ai idée que le chiffre n'atteint pas la centaine. La Ligue de colonisation de l'empire reçoit une subvention appréciable relativement à l'immigration; je verrais d'un mauvais œil toutefois que nous augmentions le chiffre de ce crédit, dans les circonstances, car ce serait absurde.

L'hon. M. ROBB: Loin d'augmenter le chiffre de ce crédit, nous l'avons diminué.

M. SUTHERLAND: Dans les circonstances, je verrais d'un mauvais œil que nous augmentions le chiffre de ce crédit ainsi que l'a suggéré l'honorable député de Toronto-Nord (M. Church). Les immigrants trouvent à redire contre le Canada, mais le pays ne mérite aucun reproche. Ce sont les hommes qui dirigent actuellement les destinées du pays qui sont à blâmer.

Une VOIX: Allez donc dire cela à d'autres!

M. SUTHERLAND: J'ai déjà fait les mêmes observations avant aujourd'hui. J'ai critiqué non seulement le Gouvernement actuel